



**PRÉFÈTE
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20251223-DEC-DAEN1392 EN DATE DU 15 JAN. 2026
PORTANT LA MISE À JOUR DES SEUILS DE PRÉLÈVEMENT EN EAU SOUTERRAINE DE LA
SOCIÉTÉ KALISTRUT AEROSPACE**

La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier les articles L.181-14 et L.511-1 ;

VU le décret du 30 juillet 2025 nommant Mme Marie Aimée GASPARI, préfète de la Drôme ;

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 19 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-0903 en date du 2 mars 2007 autorisant la société SKF Aerospace France à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement sur le territoire de la commune de SAINT-VALLIER ;

VU les arrêtés préfectoraux modificatifs n° 08-3435 du 8 août 2008, n° 2013298-0028 du 25 octobre 2013, n° 2016265-001 du 20 septembre 2016 et n°20200630-DEC-DAEN0470 du 6 août 2020 ;

VU la déclaration de changement d'exploitant et de cession du site SKF Aerospace de SAINT-VALLIER au profit de la société KALISTRUT AEROSPACE reçue le 14 mars 2013 par les services de la DDPP ;

VU l'arrêté préfectoral cadre n°26-2023-04-07-00012 en date du 7 avril 2023 fixant, en période de sécheresse, le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau dans le département de la Drôme ;

VU le rapport de l'inspection réalisée le 7 janvier 2025 sur le site de la société KALISTRUT AEROSPACE, 1 avenue Marc SEGUIN à SAINT-VALLIER (26) ;

VU le rapport de l'inspection réalisée le 2 septembre 2025 sur le site de la société KALISTRUT AEROSPACE, 1 avenue Marc SEGUIN à SAINT-VALLIER (26) ;

VU le courriel de l'exploitant en date du 7 novembre 2025 à destination de l'inspection des installations classées précisant la répartition de l'utilisation de l'eau prélevée entre le process industriel et le système de chauffage/refroidissement ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 décembre 2025 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire présenté à l'exploitant le 5 janvier 2026 ;

VU le courriel en réponse de l'exploitant en date du 13 janvier 2026 ;

CONSIDÉRANT que le prélèvement en eau souterraine impacte la masse d'eau « Alluvions en rive gauche du Rhône de Laveyron à Tain-l'Hermitage », référencée 712AA04 ;

CONSIDÉRANT que la situation de stress hydrique sur le territoire de la Drôme a évolué depuis la prise de l'arrêté préfectoral n° 08-3435 du 8 août 2008 définissant les seuils de prélèvements autorisés pour la société KALISTRUT AEROSPACE ;

CONSIDÉRANT que cette situation de stress hydrique nécessite de réviser les seuils de prélèvement autorisés ;

CONSIDÉRANT que des travaux visant à réduire les prélèvements seront réalisés au cours de l'année 2026 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

TITRE 1 - Modification des prescriptions antérieures et nouvelles prescriptions

Article 1.1 : Modifications des prescriptions antérieures

Le point 1 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral n° 08-3435 du 8 août 2008 est abrogé et remplacé par l'article 1.2 du présent arrêté.

Article 1.2 : Points et conditions de prélèvement

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, aux exercices de secours, ou au maintien impérieux des utilités nécessaires à la sécurité des installations sont autorisés dans les quantités suivantes selon l'origine du prélèvement.

Alimentation en eau potable :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Débit instantané autorisé	Prélèvement maximal journalier (m³/j)	Prélèvement annuel maximal (m³/an)
Alimentation en Eau Potable (AEP)	Ville de SAINT-VALLIER	4 m³/h	28 m³/j	7 000 m³/an

Prélèvement en eau souterraine :

Le site est équipé d'un puits dont les caractéristiques sont les suivantes :

- diamètre : 470 mm ;
- profondeur : 17 m ;
- 2 pompes : 110 m³/h, débit instantané maximal.

L'exploitant devra prendre toutes mesures utiles pour éviter les dégâts à son installation et prévenir toute pollution accidentelle.

Les volumes prélevés sont définis comme suit :

- jusqu'au 31 décembre 2026 :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal annuel (*) (m ³ /an)	Prélèvement journalier maximal (m ³ /j)
Eau souterraine	Alluvions en rive gauche du Rhône de Laveyron à Tain-l'Hermitage	712AA04	288000 m ³ /an	1 200 m ³ /j

(*) : le prélèvement effectif annuel, basé sur la somme des relevés si ceux-ci sont prescrits pour l'année civile, ne doit pas dépasser cette valeur.

La répartition suivant les usages respecte les valeurs suivantes :

Usage	Quantité annuelle utilisée maximale (m ³ /an)
Process industriel	190 000 m ³ /an
Chauffage/refroidissement	98 000 m ³ /an

- À partir du 1^{er} janvier 2027 :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal annuel (*) (m ³ /an)	Prélèvement journalier maximal (m ³ /j)
Eau souterraine	Alluvions en rive gauche du Rhône de Laveyron à Tain-l'Hermitage	712AA04	190 000 m ³ /an	800 m ³ /j

(*) : le prélèvement effectif annuel, basé sur la somme des relevés si ceux-ci sont prescrits pour l'année civile, ne doit pas dépasser cette valeur.

Le dispositif de mesure totalisateur est relevé hebdomadairement.

Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

À compter du 1^{er} janvier 2027, l'exploitant dispose d'un plan de sobriété hydrique qui sera mis à jour annuellement.

Ce plan sera tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Ce plan de sobriété hydrique comporte :

- a) un diagnostic précis de toutes les consommations d'eau des processus industriels et des autres usages (activités de laboratoire, usages domestiques, arrosages, lavage, etc.) et de l'ensemble des rejets associés ;
- b) un positionnement par rapport aux meilleures techniques disponibles (MTD) et à l'état de l'art de la filière ;
- c) les actions de réduction des prélèvements et de diminution des rejets qui ont été ou seront mises en place :
 - i) d'une part dans le fonctionnement courant de l'établissement, en dehors des périodes de sécheresse,
 - ii) d'autre part, de manière graduée en cas de mesures de restrictions imposées par le préfet, pour chacun des seuils de niveau d'alerte défini par le préfet en application des articles R.211-66 à R.211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau.

Ces actions de réduction sont pérennes ou temporaires en cas de conditions climatiques critiques.

a) Le diagnostic doit déterminer :

- les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment type d'alimentation (captage en nappe, en rivière ou en canal de dérivation, raccordement à un réseau, provenance et interconnexion de ce réseau), localisation géographique des captages, nom du milieu prélevé, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage ;
- les consommations d'eau des processus industriels et des autres usages (domestiques, arrosages, lavage) ;
- le bilan et les évolutions des consommations et/ou des rejets d'eau des années passées (depuis l'épisode de sécheresse de 2003) ;
- pour les sites concernés par un PTGE ou un PGRE, la disponibilité de la ressource (caractéristiques de la rivière ou canal de dérivation : état de la masse d'eau, débits caractéristiques... ; caractéristique de la nappe : état de la masse d'eau, porosité, perméabilité, niveaux piézométriques caractéristiques, temps de renouvellement...) et la compatibilité avec les volumes prélevables identifiés dans le cadre du PTGE ou PGRE ;
- les quantités d'eau indispensables aux processus industriels et notamment les débits minimums d'eau strictement nécessaires pour préserver l'outil de production et garantir la sécurité des installations ;
- les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ;
- les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels et, parmi elles, celles qui peuvent être suspendues ou reportées en cas de déficits hydriques ;
- les pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise.

b) La comparaison avec les meilleures techniques disponibles en termes de consommation d'eau, sur la base de valeurs de référence, afin de présenter les postes sur lesquels les besoins en eau ont été réduits au minimum, et les postes sur lesquels des efforts sont nécessaires (et les volumes d'eau correspondants).

c) Les actions de réduction des prélèvements et de diminution des rejets dans le fonctionnement courant comportent a minima :

- pour le fonctionnement courant :

- les éventuelles dispositions de réduction des prélèvements et/ou des rejets mises en œuvre depuis 2003 ;
- les évolutions prévisibles de process avec leurs incidences sur la consommation d'eau (quantité et qualité) ;
- les actions qui seront réalisées, avec un échéancier, pour réduire les besoins en eau au minimum là où c'est encore nécessaire (sur la base des meilleurs techniques disponibles) ;
- le renforcement de la surveillance des réseaux de prélèvements et de rejets : suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, prévention des pollutions accidentelles, surveillance des installations de traitement des rejets ;
- en cas de situation hydrologique déficitaire, le détail des actions qui seront mises en œuvre sur le site, pour adapter les prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution au strict minimum et diminuer les rejets dans le milieu ou les stations d'épurations, pendant une période de temps limité et notamment :
 - les dispositions temporaires applicables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique (notamment par renforcement du recyclage de l'eau s'il existe, par modification de certains modes opératoires, par report de certaines activités, etc.) ;
 - les limitations voire les suppressions des rejets aqueux en cas de situation hydrologique critique, graduées, si nécessaire, en fonction de l'aggravation du phénomène climatique notamment des baisses de débit des cours d'eau récepteurs (notamment par écrêtement des débits de rejets, rétention temporaire des effluents, etc.) ;
 - les rejets minimums qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement de l'installation ainsi que le débit minimum du cours d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets limités.

Les actions de plan de sobriété hydrique seront mises en œuvre en cas de sécheresse justifiant un arrêté préfectoral de restriction d'usage, en application des articles R.211-66 à R.211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau.

TITRE 2 - Délais et voies de recours – Publicité – Exécution

Article 2.1

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 2.2 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de SAINT-VALLIER pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de SAINT-VALLIER fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 2.3 Exécution - Notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de SAINT-VALLIER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **15 JAN. 2026**

La Préfète,

Pour la Préfète, et par délégation
Le Secrétaire Général